

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 12/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EXR GROUPE

141 route de la Saubole
47200 Fourques-Sur-Garonne

Références : CD/Ubd24-24/2026/034
Code AIOT : 0005205576

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2026 dans l'établissement EXR GROUPE implanté 141 ROUTE DE LA SAUBOLE ZA 47200 Fourques-sur-Garonne. L'inspection a été annoncée le 14/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection, objet du présent rapport, s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EXR GROUPE
- 141 ROUTE DE LA SAUBOLE ZA 47200 Fourques-sur-Garonne
- Code AIOT : 0005205576

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EXR GROUPE AUTO RECYCLAGE MARMANDAIS est spécialisée dans le domaine du recyclage et de la valorisation des véhicules hors d'usage.

Les contrôles ont eu lieu sur l'ensemble de l'installation de Fourques-sur-Garonne. Le référentiel utilisé est l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° **2712-1** (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 9
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > I. et IV.	Demande d'action corrective	3 mois
12	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
13	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	Demande d'action corrective	30 jours
14	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	Demande d'action corrective	6 mois
15	Plan de défense contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 > I.	Demande d'action corrective	2 mois
17	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle par un organisme tiers	Arrêté Préfectoral du 16/11/2020, article I article 15	Sans objet
2	Aménagement des installations - stockage	Arrêté Préfectoral du 16/11/2020, article Annexe I - 10	Sans objet
4	Registre et traçabilité.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44	Sans objet
5	Origine des déchets et les quantités maximales admises	Arrêté Préfectoral du 16/11/2020, article 3	Sans objet
6	Collecte des effluents.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26	Sans objet
7	Collecte des eaux pluviales.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	Sans objet
8	VLE	Arrêté Préfectoral du 06/05/2009, article 8	Sans objet
9	Localisation des risques.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8	Sans objet
10	État des stocks de produits dangereux. ? Étiquetage.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9	Sans objet
11	Systèmes de détection et d'extinction automatiques.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19	Sans objet
16	Maîtrise des incendies	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 > II.	Sans objet
18	Vérification périodique et maintenance des équipements.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a fait l'objet d'un changement d'exploitant en 2020. Le nouvel exploitant est engagé dans une démarche de mise en conformité du site. La visite du 20 janvier 2026 met en évidence des non-conformités concernant : l'imperméabilisation de la zone de stockage de véhicules en attente d'expertise, la benne d'immersion, ainsi que l'incomplétude de certains plans et consignes. Le détail des non-conformités et des demandes de l'inspection est indiqué dans les fiches de constats

ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle par un organisme tiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2020, article I article 15
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle par un organisme tiers
Prescription contrôlée : Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.
Constats : L'exploitant présente le rapport d'audit d'EURO-QUALITY System du 18/11/2025 nommé RAPAUDITVHUARRETE2012modifE. Ce rapport ne met en évidence aucune non conformité à l'arrêté de 02/05/2012.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Aménagement des installations - stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2020, article Annexe I - 10
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement des installations - stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions relatives aux sites de traitement et de stockage des véhicules et des fluides, matériaux ou composants extraits de ces véhicules, suivantes : <ul style="list-style-type: none">- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir ;- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués sont revêtus [...] ;- les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables, lorsque ces pièces et produits ne sont pas eux-mêmes contenus dans des emballages parfaitement étanches et imperméables, avec dispositif de rétention ; [...]- les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnées ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet jugé équivalent par l'inspection des installations classées : le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel n'entraînera pas de dégradation de celui-ci ;

- le demandeur tient le registre de police défini au chapitre Ier du titre II du livre II de la partie réglementaire du code pénal.
Constats : Au nord du bâtiment, l'ensemble des VHU non dépollués sont stockés sur une dalle de béton. L'atelier de dépollution est implantée dans un bâtiment sur dalle béton. L'ensemble des eaux des zones imperméabilisées sont récupérées et dirigées vers un décanteur-déshuileur avant d'être rejetées dans le fossé en limite sud de propriété de la parcelle 750. L'exploitant présente son registre de police informatisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > I. et IV.
Thème(s) : Autre, Aménagement
Prescription contrôlée : L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage [avant dépollution] est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack). - pour les véhicules hors d'usage accidentés : La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention. La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions. [...] Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres . Une zone accessible au public peut être aménagée pour permettre le démontage de pièces sur les véhicules dépollués. Dans cette zone, les véhicules ne sont pas superposés. Le démontage s'opère pendant les heures d'ouverture de l'installation. Des équipements de protection adéquates (gants, lunettes, chaussures...) sont mis à la disposition du public.
Constats : Les VHU non dépollués ne sont pas empilés. La hauteur des véhicules dépollués empilés ne dépasse pas 3 m. La zone d'entreposage des VHU accidentés est située au nord du bâtiment et une bande de 4 m la sépare des autres zones. La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et signalée par un panneau. Cette zone n'est pas revêtue. L'exploitant détermine, selon l'état du véhicule accidentée, la nécessité de le munir d'un bac de récupération des fluides, lequel est positionné sous le moteur. Le site ne dispose pas d'autant de bacs de récupération des fluides que de véhicules accidentés susceptibles d'être entreposés.

<p>Le site n'est pas doté de zone accessible au public pour permettre le démontage de pièces sur les véhicules dépollués.</p> <p>L'entreposage de véhicules accidentés en attente d'expertise sur une zone non imperméabilisée constitue une non-conformité à l'article 41 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La zone des véhicules accidentés en attente d'expertise doit être imperméable et munie de rétentions. L'exploitant transmet, sous 3 mois, un échéancier relatif à la mise en place d'une aire imperméable et munie de rétention pour les véhicules accidentés en attente d'expertise.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Registre et traçabilité.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ; - le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ; - le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ; - la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ; - le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise un logiciel métier pour la gestion des VHU de son parc. Ce logiciel permet d'avoir un suivi des différentes pièces de chaque véhicule.</p> <p>L'exploitant présente un classeur avec l'ensemble des filières de gestion des déchets et les bordereaux de transmission.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Origine des déchets et les quantités maximales admises

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2020, article 3</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Origine des déchets et les quantités maximales admises</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Conformément aux dispositions de l'article R.515-37 du Code de l'Environnement, le présent arrêté prescrit à l'installation classée pour la protection de l'environnement les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les VHU proviennent d'une zone géographique comprenant prioritairement le Département de Lot-et-Garonne et les départements limitrophes. - les quantités maximales de déchets admissibles annuellement au sein de l'installation, sont de 250 carcasses de véhicules hors d'usage.
<p>Constats :</p> <p>En 2024, l'exploitant a déclaré auprès de l'ADEME avoir traité 207 carcasses. En 2025, ce nombre est de 171 (non consolidé à la date de l'inspection). La déclaration à l'ADEME sera faite d'ici au 31 mars 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Collecte des effluents.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Effluents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation. Les vannes d'isolement sont entretenues régulièrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté à l'inspection un plan des réseaux conforme à la prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Collecte des eaux pluviales.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien hydrocarbures et boues</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait curer le décanteur-séparateur d'hydrocarbures le 16/12/2025 par la société La Populaire de Marmande. Le jour de l'inspection, il a présenté le bordereau de suivi des boues (BSD 20251215-MEB8QMYZG(251216-10)).</p> <p>L'inspection n'a pas de remarque sur ce bordereau.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : VLE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/2009, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des eaux susceptibles d'être polluées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>8.1 - Les eaux issues des emplacements affectés au stockage des véhicules hors d'usage non dépollués, à la dépollution et au démontage des véhicules ou des parties des véhicules (moteurs, pièces détachées...) y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel respecte les critères de qualité suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pE compris entre 5,5 et 8,5 ; - MEST <35 mg/l; - DCO <125 mg/l; - DBO, <30 mg/l; - Hydrocarbures totaux < 10 mg/l ; - Plomb <0,5 mg/l. <p>(...).</p> <p>8.2 - Des analyses des rejets visés au 8.1 du présent arrêté, portant sur l'ensemble des paramètres susvisés,devront être réalisées au moins tous les semestres par l'exploitant. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.</p> <p>8.3 - Les résultats des mesures et analyses imposées à l'article précédent sont adressés au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police des eaux.</p> <p>Ils sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p> <p>8.4 - Afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder au moins une fois par an aux prélèvements, mesures et analyses demandés à l'article 8.2 du présent arrêté par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'Environnement).</p> <p>Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées dans les formes et conditions prévues à l'article 8.3 ci-dessus.</p> <p>8.5 - L'ensemble des résultats des mesures prescrites au présent article doit être conservé pendant une durée d'au moins 3 ans à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le point 8.2 est une prescription inadaptée qui fera l'objet d'une modification de l'arrêté</p>

<p>préfectoral (contradiction avec le point 8.4).</p> <p>L'exploitant a fait procéder à l'analyse des eaux rejetées (Rapport 20.030.CR08 du 07/01/2026 par AIGASOL), avant et après le curage du décanteur-séparateur d'hydrocarbure. Après curage du dispositif, les valeurs mesurées sont conformes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Localisation des risques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8
Thème(s) : Situation administrative, Plans
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente un plan général de l'atelier et des stockages indiquant la nature des produits stockés. Les risques associés n'y sont pas figurés.</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a transmis les plans figurant l'ensemble des zones où des déchets dangereux sont susceptibles d'être stockés. Les plans précisent la dénomination des déchets et comportent les pictogrammes de danger associés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : État des stocks de produits dangereux. ? Étiquetage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9
Thème(s) : Situation administrative, État des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas présenté de registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus.</p> <p>Suite à la visite, il a établi un document permettant d'apprécier le risque représenté par les produits stockés, lequel précise la nature des produits, leur emplacement et la quantité maximale susceptible d'être stockée pour chacun de ces produits .</p>
<p><u>L'exploitant est invité à se rapprocher du SDIS pour convenir du document, et de sa fréquence de mise à jour, adapté aux besoins des services d'intervention et de secours.</u></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Systèmes de détection et d'extinction automatiques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Système de détection
Prescription contrôlée : Chaque local technique est équipé d'un dispositif de détection des fumées. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. [...] Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
Constats : Aucun dispositif de détection des fumées n'est installé. L'exploitant fait une constatation visuelle avant la fermeture des locaux. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis un plan de localisation des détecteurs de fumées, ainsi que la photographie in situ de l'un d'entre eux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Détection et surveillance
Prescription contrôlée : II. Détection et surveillance. Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela. « Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours. En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré. [...]

<p>Constats :</p> <p>Le site est équipé, dans les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables, de détecteurs de fumée produisant un signal sonore . L'exploitant déclare disposer d'un système de détection connecté, lequel transmet une alerte sur deux téléphones portables. Le plan de défense incendie transmis rend compte de ce fonctionnement et des tests prévus.</p> <p>L'exploitant déclare être en permanence en mesure de se rendre sur le site en moins de 15 min suivant le début de l'alerte.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la justification de la réalisation d'un test démontrant que le signal sonore est perceptible en tout point du périmètre concerné ; - la transmission des données techniques attestant les capacités du système de transmission de l'alerte à distance.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 13 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rondes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A. L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site. b. Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués. <p>B. L'exploitant détermine les consignes concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ; - le parcours des rondes et les points d'observation ; - la formation du personnel concerné ; - le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ; - les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.
<p>Constats :</p>

<p>L'exploitant réalise des rondes avant la fermeture quotidienne du site et cela correspond à deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site.</p> <p>La procédure est formalisée sauf pour le point 5 correspondant aux actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande que les consignes pour les rondes soient complétées pour répondre à la réglementation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 14 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Zone d'immersion.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose d'une zone d'immersion à proximité de la zone de stockage temporaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site ne dispose pas de zone d'immersion.</p> <p>L'exploitant a validé un devis pour la mise en place de cette zone d'immersion.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande la facture acquittée et une photographie de la mise en place de la zone d'immersion sous 6 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 15 : Plan de défense contre l'incendie.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 > I.</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Plans</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p>

<p>Constats :</p> <p>Des éléments constituant le plan de défense contre l'incendie sont en partie réalisés mais le plan n'a pas été présenté lors de l'inspection.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis son plan de défense contre l'incendie et a mis en place une boîte extérieur à l'usage des pompiers.</p> <p>Certains points sont à finalisés comme les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées. L'exploitant va fixé un rendez-vous avec le SDIS pour compléter et valider le plan de défense contre l'incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande que le plan soit complété et transmis sous un délai de deux mois après rendez-vous avec le SDIS.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 16 : Maîtrise des incendies

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 > II.</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Formation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[Un exercice de défense contre l'incendie] est renouvelé au moins tous les trois ans.</p> <p>Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classés et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un exercice incendie a été réalisé en 2022, il est reporté dans le registre de sécurité avec le nom des participants. Cet exercice n'a pas fait l'objet d'un compte-rendu.</p> <p>L'exploitant a transmis, suite à la visite, le compte-rendu de l'exercice réalisé le 23/01/2026 visant à l'application de procédures et exercices sur parc ; il prévoit en outre un exercice sur la manipulation des extincteurs dans le courant du mois de février 2026. L'inspection rappelle que tout exercice doit faire l'objet d'un compte-rendu.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : Consignes d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Consignes d'exploitation.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes</p>

qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.
Constats : L'exploitant n'a pas pu montrer de document reprenant l'ensemble des consignes d'exploitation. Les consignes d'interdiction du feu sont mises en place.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant d'établir un document comportant l'ensemble des consignes prévues par l'article 22 de l'arrêté du 26 novembre 2012 ; ce document est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 18 : Vérification périodique et maintenance des équipements.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : L'exploitant a fait vérifier les extincteurs ainsi que l'alarme T4 par CAP INCENDIE le 06/05/2025. L'installation électrique a été vérifié le 29/10/2025 par l'APAVE. Aucune non-conformité n'est relevée dans les différents rapports.
Type de suites proposées : Sans suite